



Madame la Présidente,

Tout d'abord, comme le veut la tradition, nous vous présentons tous nos vœux pour cette nouvelle année qui commence. Pour ce qui nous concerne, c'est déjà bien mal embarqué et nous avons la fâcheuse impression que cela ne fait que commencer.

Aujourd'hui doit se tenir le CTL destiné à examiner la situation des emplois dans notre département. Nous n'y participerons pas.

De notre point de vue, le constat est vite fait et il est catastrophique ! Mais à quoi bon venir vous exposer notre point de vue puisqu'en définitive, de votre propre aveu, vous n'avez ni information ni marge de manœuvre.

Cette année encore, 14 suppressions d'emploi ! Rebasage ou pas (encore une nouveauté sortie on ne sait de quel chapeau), c'est bien le résultat des cogitations de l'équipe de commandement pour continuer à déshabiller les services dans l'hiver des réformes à tout-va, vite mises en place, bricolées à la hâte, d'une grande complexité ; ce sont encore les agents du terrain au contact des usagers déboussolés qui en pâtissent.

Nous avons renoncé à organiser le déplacement des collègues, comme en 2017, pour ce CTL. En effet, le niveau des réponses qu'ils obtiendraient, nous n'en doutons plus, serait encore une source de frustration supplémentaire... Que voulez-vous leur dire ? On n'a jamais mis personne à la porte à la DGFIP. Ah oui ? Jusqu'à quand ?

Non, décidément, ils ne peuvent plus l'entendre !

Nous leur avons demandé s'ils désiraient tout de même que nous siégions pour vous demander de remercier, en leur nom, Monsieur le Ministre DARMANIN. Il a quand même annoncé une formidable prime de 200 € pour 40 000 "agents des impôts" en contre-partie "d'une petite surcharge de travail". Quel mépris ! Difficile de retranscrire en termes administratifs les différents commentaires à son encontre. Collaboration bien appréciée ? Non... Donne une bonne image de l'administration ? Non plus...

Si Solidaires Finances Publiques 08 et la CGT Finances Publiques 08 ont tenu à présenter des listes aux dernières élections professionnelles, c'est pour pouvoir faire entendre leur voix et respecter ce soi-disant dialogue social dont se targue notre Administration.

Cependant, ce même respect n'est pas de mise de la part de l'Administration. En effet, quand toutefois elle daigne recueillir notre avis, c'est pour de toute façon mieux s'en passer...

Il ne nous reste plus que quelques os à ronger sur la défense individuelle des agents, mais là encore le régime est trop gras et la mise à la diète se précise.

Néanmoins, autant que nous pourrons, nous continuerons à nous battre ou à nous débattre pour tenter de défendre les intérêts de nos collègues.